Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (2007)
Heft: 1733

Artikel: Débrayages et grèves en Suisse : des mouvements défensifs pour sauvegarder la dignité

Autor: Marco, Daniel

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024333

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

la législation fédérale. Le canton connaît malgré tout le problème des jeunes immigrés en rupture avec la société. Dans une étude alter connexion, l'Université de Neuchâtel a analysé les causes de ce défaut d'intégration et les remèdes expérimentés . Elle met notamment en évidence le danger d'une socialisation des jeunes dans un groupe de pairs. Des mentors, aînés de même milieu, peuvent en revanche favoriser une meilleure intégration.

Bâle-Ville, autre pôle helvétique de la modernité, vient de se donner, mi-avril, une loi sur l'intégration Elle manie la carotte et le bâton. La législation fédérale permet aux cantons d'imposer des cours de langue préalables à l'octroi d'autorisations de séjour. Bâle introduit cette obligation. Mais, logiquement,le canton veillera à ce que les structures existent non seulement pour l'apprentissage de l'allemand, mais aussi pour assurer la formation professionnelle, la promotion de la santé. Il devra combattre les discriminations à l'égard des migrants. Les collaborateurs de l'Etat en contact avec les étrangers, notamment les enseignants et les assistants sociaux, recevront une formation spéciale.

La loi toute neuve n'est pas encore en vigueur à Bâle. Mais, depuis 1998, le service du délégué à l'intégration Thomas Kessler met sur pied des cours pour jeunes étrangers qui sont un succès. Pour lui, il faut savoir encourager, mais aussi faire montre d'autorité. La plupart des étrangers s'intègrent dans le pays. Seul deux à quatre pourcents font problème. Ils sont originaires de Bosnie, du Kosovo, d'Anatolie ou de pays africains. La culture patriarcale dont ils sont héritiers considère la tolérance comme une marque de faiblesse. Il faut leur faire sentir où est l'autorité. L'enseignant en est le détenteur, et non le jeune chef proclamé ou reconnu par ses pairs. On retrouve ici des similitudes avec l'analyse de l'Université de Neuchâtel.

La méthode Kessler, objet de plusieurs reportages dans la presse alémanique, est en passe de devenir un modèle. Un antidote contre la xénophobie?

Débrayages et grèves en Suisse

Des mouvements défensifs pour sauvegarder la dignité

Daniel Marco (18 05 2007)

Dans le cadre de la formation continue de ses militants et permanents, le syndicat UNIA organise des conférences-débats. Nous avons évoqué celle portant sur le travail temporaire. Plus récemment, à Genève, c'est le thème des conflits et du partenariat contractuel qui a été débattu à partir d'un exposé de Vasco Pedrina, ancien président du syndicat.

L'orateur a distingué trois périodes dans l'histoire récente du mouvement syndical :

Une première phase (1991-1997) ouvre la plus longue crise qu'ait connue la Suisse depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Les syndicats, surpris après une longue période de paix du travail, réagissent mollement.

Dans la deuxième phase (1997-2003), les grèves se font plus fréquentes, réaction aux atteintes à la dignité des travailleurs. Elles sont mieux acceptées par l'opinion publique et les syndicats en prennent la tête.

Dès 2003, on assiste à une contre-offensive patronale. Un manuel anti-grève est édité. Ce durcissement se traduit par des actions en justice visant à l'intimidation des salariés, à l'affaiblissement financier des syndicats. Visiblement les patrons cherchent à obtenir une interprétation jurisprudentielle restrictive d'un droit reconnu par la nouvelle Constitution fédérale de 1999.

Le déclenchement de la grève répond le plus souvent à des décisions patronales qui

mettent en cause la dignité des salariés. Ces mouvements revendicatifs et de protestation sont donc presque toujours défensifs.

Sur 102 débrayages et grèves durant cette période, 40% ont lieu dans le secteur public et semi-public. Neuf mouvements sur dix ne durent pas plus d'un jour; six sur dix plus de deux heures. 80% des débrayages et grèves touchent des entreprises ou des branches d'activité qui ont une tradition de conventions collectives de travail (CCT). Quatre mouvements sur dix répondent à une rupture de CCT et quatre sur dix constituent une riposte à des licenciements de masse.

Depuis 2005, la fréquence des grèves augmente dans le secteur tertiaire. La Suisse ne connaît pas de grèves sauvages: 99% des mouvements sont conduits et soutenus par un syndicat; d'où le peu de grèves lorsque le degré de syndicalisation est faible. Enfin, sept mouvements sur dix menés par le syndicat UNIA depuis 2004 ont été couronnés de succès.

Qu'est-ce que la social-démocratie?

Un retour à Bernstein pour comprendre un concept mis à toutes les sauces

Jean-Daniel Delley (20 05 2007)

A l'occasion de la défaite des socialistes français lors de l'élection présidentielle, on a beaucoup fait référence à la social-démocratie. Pour les uns, la rénovation de la gauche passe par une adhésion trop longtemps retardée à la ligne social-démocrate. Pour les autres, seule la fidélité aux idéaux socialistes peut assurer la survie d'une gauche forte. Mais que recouvrent ces étiquettes au nom desquelles la gauche s'est longtemps entredéchirée?

Cette référence peut paraître paradoxale. Comment envisager un renouveau sur la base d'un courant politique donné comme moribond? Comment penser la société du présent à l'aide d'un projet politique qui, avec l'Etat providence et le keynésianisme, a montré ses limites à faire face aux problèmes contemporains? La social-démocratie, n'est-ce pas l'illustration de l'effacement des principes originaires au profit d'un pragmatisme mou imposé par l'exercice du pouvoir?

Sheri Berman, une politologue américaine de l'Université de Columbia, ne partage pas cette vision. Elle estime que l'après-guerre illustre le triomphe des idées social-démocrates: des objectifs sociaux définis démocratiquement qui priment sur les forces du marché, lesquelles sont soumises au contrôle de l'Etat; des institutions qui assurent la solidarité nationale. Mais la social-démocratie européenne est en quelque sorte victime de ses succès: elle n'est plus identifiée aux acquis qu'elle a contribué à conquérir et perd de vue ses idéaux. Elle oublie ses racines et l'impératif premier du révisionnisme, l'adaptation des instruments par la confrontation constante aux évolutions économiques et sociales.

C'est l'intérêt du travail de Berman que de remonter aux sources de la social-démocratie et d'en mettre en perspective les traits principaux. Le *révisionnisme démocratique*, théorisé en particulier par Eduard Bernstein à la fin du 19ème siècle, s'oppose aussi bien au libéralisme économique qu'au marxisme, qui tous deux proclament la soumission du politique aux forces économiques. Le marxisme, on l'a presque oublié aujourd'hui, prédit la chute prochaine du capitalisme qui, pour advenir, n'a pas besoin de réformes politiques. Or à la fin du 19ème, le capitalisme fait preuve d'une vigueur renouvelée et les socialistes allemands connaissent de grands succès électoraux. Toutes les prédictions marxistes - paupérisation de la classe ouvrière, disparition des petites entreprises et des exploitations agricoles, de la classe moyenne - sont